

ALES, le **27 SEP. 2021**

Le sous-préfet d'Alès

à

Mesdames et Messieurs les maires
Mesdames et Messieurs les présidents des
syndicats intercommunaux et mixtes
Mesdames et Messieurs les présidents des
CCAS et autres établissements publics
figurant dans l'annexe ci-jointe

Courriel : pref.fctva@gard.gouv.fr

Objet : Fonds de compensation de la T.V.A.(FCTVA) 2022 – droit commun – CA 2020

Référence : BCTDL/FCTVA/N°18

Au titre de la mission départementale confiée à la sous-préfecture d'Alès, j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, le dossier F.C.T.V.A à renseigner.

Tous les états déclaratifs doivent être complétés (mention « néant » si nécessaire), **signés et visés par l'ordonnateur** avant d'être transmis en sous-préfecture **avant le 31 janvier 2022**. Les dépenses éligibles au fonds ouvrent droit à attribution du FCTVA au taux de **16,404 %**.

Avant d'établir votre dossier, je vous invite à prendre connaissance de la notice explicative jointe et des fiches annexes précisant les conditions d'éligibilité de certaines dépenses.

Par ailleurs, je vous informe que les nouvelles dispositions législatives relatives au FCTVA issues de la loi de finances du 28 décembre 2019 pour 2020 ont permis une **extension à son éligibilité des dépenses d'entretien des réseaux payées à compter du 1^{er} janvier 2020 sous réserve des conditions d'éligibilité posées par le CGCT.**

Les dépenses d'entretien des réseaux doivent être entendues comme les travaux concernant la partie d'un ouvrage pouvant contenir des éléments linéaires de canalisation, des équipements ou accessoires et des branchements ; mais aussi les travaux d'entretien sur les réseaux de distribution eux-mêmes, regroupant des canalisations aériennes ou souterraines ainsi que les travaux d'entretien sur les accessoires des réseaux comme les installations annexes, les branchements, les colonnes montantes et dérivations individuelles.

Ces dépenses sont imputées au compte 615 232 « *entretien et réparations – voies et réseaux* » pour les budgets appliquant la M14, M52, M61 ou 615 23 pour les budgets appliquant la M4 . Elles se définissent comme les dépenses courantes d'entretien et de réparation relatives aux réseaux d'eau, d'assainissement, de téléphonie et d'internet, d'électrification (dont l'éclairage public), de gaz, de chauffage et de climatisation.

Vous voudrez bien, ainsi, utiliser l'état déclaratif modifié selon le modèle ci-joint en annexe.

Par ailleurs, je vous informe que les dépenses de maintenance et les travaux d'entretien réalisés par le personnel de la collectivité (achat de différentes fournitures imputés aux comptes 60, 61 ; charges de personnel imputées au compte 64) ne s'imputent pas sur les comptes des dépenses d'entretien des réseaux identifiés ci-dessus et ne sont pas éligibles. Les dépenses afférentes à des équipements cédés ou confiés à des tiers non bénéficiaires du FCTVA ne sont pas éligibles, de même que lorsque ces dépenses sont exposées pour des activités assujetties à la TVA.

Vos états devront être accompagnés des documents suivants :

- copie des pages suivantes du compte administratif 2020 : pages détaillées des dépenses de la section d'investissement par nature et par opération, pour chaque budget, ainsi que la page du détail des recettes et des dépenses de la section de fonctionnement. Si une somme figure au compte 775 «cessions d'immobilisations», il vous appartient alors de compléter l'état n° 4 en indiquant très précisément, pour chaque vente concernée, les renseignements qui vous sont demandés ;
- extrait du «grand livre» interne comptable de la collectivité ou de l'EPCI détaillant les dépenses de fonctionnement et d'investissement déclarées ;
- copie des factures déclarées aux comptes 615-221 (bâtiments publics), 615-231 (voirie) et 615 232, 615 23 (réseaux) ;
- copie des états de frais notariés relatifs aux acquisitions de terrains et de bâtiments ;
- copie des factures d'acquisition de véhicules ;
- tableau de répartition des travaux en régie (compte 72) détaillant les achats de fournitures et les dépenses de personnel ;
- justificatif de la ventilation des dépenses réalisées pour des opérations mixtes : bâtiments communaux et biens confiés à des tiers (bibliothèque et logement par exemple) ;
- pour les fonds de concours (compte 204) : joindre la délibération du conseil municipal ou syndical ainsi que la notice explicative de l'opération ;
- copie des factures relatives aux dépenses d'éclairage public.

Vous voudrez bien indiquer, sur l'état n°1, les coordonnées de la personne en charge du dossier, l'adresse mail et postale de votre collectivité ou EPCI ainsi que le nom de la trésorerie à laquelle votre collectivité ou EPCI est rattaché.

Le dossier FCTVA peut être téléchargé sur le site internet départemental de l'Etat : www.gard.gouv.fr Rubrique «Politiques publiques/Aménagement du territoire et construction/Finances locales/FCTVA ». L'adresse postale d'envoi des dossiers est la suivante : Sous-préfecture d'ALES – Service FCTVA – 3 boulevard Louis Blanc – C 20 905 – 30107 ALES CEDEX -

J'ajoute que de nombreuses erreurs sont relevées, chaque année, dans les dossiers déclaratifs liées à la non-déduction des dépenses HT (achats de biens immobiliers, autres acquisitions HT) et des dépenses inéligibles comme celles imputées aux comptes 203 (frais d'études) ou 237/238 (avances) ou celles qui servent aux besoins d'activités assujetties à la TVA où la récupération de la TVA s'effectue par la voie fiscale, le cas échéant par l'intermédiaire du concessionnaire de l'activité, ou celles qui sont destinées à certains tiers non bénéficiaires.

Je vous demande donc de veiller à renseigner avec la plus grande rigueur le dossier FCTVA.

Mes services sont à votre disposition par courriel à l'adresse pref-fctva@gard.gouv.fr pour toute information complémentaire.

La préfète,
Pour la préfète et par délégation
Le sous-préfet



Jean RAMPON

Arr.	COMMUNES
2	AIGALIERS
1	AIGREMONT
2	AIGUES-MORTES
2	AIGUES-VIVES
2	AIMARGUES
1	ALLEGRE-LES-FUMADES
3	ALZON
1	ANDUZE
2	ARAMON
2	ARGILLIERS
2	ARPAILLARGUES-ET-AUREILLAC
3	ARPHY
3	ARRE
3	ARRIGAS
2	AUBAIS
2	AUBUSSARGUES
1	AUJAC
2	AUJARGUES
3	AULAS
2	BARON
2	BEAUVOISIN
2	BERNIS
3	BEZ-ET-ESPARON
2	BEZOUCE
3	BLANDAS
2	BLAUZAC
1	BOISSET-ET-GAUJAC
1	BONNEVAUX
1	BORDEZAC
1	BOUQUET
2	BOURDIC
3	BRAGASSARGUES
1	BRIGNON
2	LA BRUGUIERE
2	CABRIERES
3	LA CADIERE-ET-CAMBO
2	LE CAILAR
2	CAISSARGUES
2	LA CALMETTE
3	CAMPESTRE-ET-LUC
2	LA CAPELLE-ET-MASMOLENE
2	CARSAN
3	CAUSSE-BEGON
1	CHAMBORIGAUD
2	CODOGNAN
2	CODOLET
2	COLLIAS
2	COLLORQUES
2	COMPS
1	CONCOULES
2	CONGENIES
2	CONNAUX

3	CONQUEYRAC
1	CORBES
3	CORCONNE
2	CORNILLON
2	CRESPIAN
3	CROS
1	DEAUX
2	DIONS
3	DOURBIES
2	ESTEZARGUES
3	L'ESTRECHURE
1	EUZET
2	FLAUX
2	FOISSAC
2	FONS
2	FONS-SUR-LUSSAN
2	FONTANES
2	FONTARECHES
1	GAGNIERES
2	GAJAN
2	LE GARN
2	GARRIGUES-SAINTE-EULALIE
2	GAUJAC
2	GENERAC
1	GENERARGUES
2	LE GRAU-DU-ROI
2	ISSIRAC
2	JONQUIERES-SAINTE-VINCENT
1	LAMELOUZE
3	LANUEJOLS
2	LAUDUN-L'ARDOISE
2	LAVAL-SAINTE-ROMAN
2	LECQUES
2	LEDENON
1	LEDIGNAN
1	LEZAN
3	LOGRIAN-FLORIAN
1	LES MAGES
1	MALONS-ET-ELZE
3	MANDAGOUT
1	MARTIGNARGUES
1	MARUEJOLS-LES-GARDON
1	MAURESSARGUES
1	MEJANNES-LE-CLAP
1	MEYRANNES
1	MIALET
2	MILHAUD
1	MONS
2	MONTAGNAC
2	MONTAREN-ET-SAINTE-MEDIERS
2	MONCLUS
1	MONTEILS
2	MONTFAUCON

2	MONTPEZAT
2	MOULEZAN
2	MOUSSAC
2	NAGES-ET-SOLORGUES
1	NAVACELLES
3	
2	ORSAN
2	LE PIN
1	LES PLANS
3	POMMIERS
1	PONTEILS-ET-BRESIS
2	PONT-SAINT-ESPRIT
1	POTELIERES
2	POUGNADORESSE
2	POULX
2	POUZILHAC
3	PUECHREDON
2	PUJAUT
3	QUISSAC
1	RIBAUTE-LES-TAVERNES
1	RIVIERES
1	ROBIAC-ROCHESSADOULE
2	ROCHEFORT-DU-GARD
1	ROCHEGUDE
2	RODILHAN
2	LA ROQUE-SUR-CEZE
1	ROUSSON
2	LA ROUVIERE
2	SAINT-ALEXANDRE
2	SAINTE-ANASTASIE
2	SAINT-BAUZELY
2	SAINT-BONNET-DU-GARD
3	SAINT-BONNET-DE-SALENDRINQUE
1	SAINT-BRES
3	SAINT-BRESSON
2	SAINT-CHAPTES
3	SAINTE-CROIX-DE-CADERLE
1	SAINT-DENIS
2	SAINT-DEZERY
2	SAINT-ETIENNE-DES-SORTS
3	SAINT-FELIX-DE-PALLIERES
2	SAINT-GENIES-DE-MALGOIRES
1	SAINT-HILAIRE-DE-BRETHMAS
2	SAINT-HIPPOLYTE-DE-MONTAIGU
1	SAINT-JEAN-DE-CEYRARGUES
3	SAINT-JEAN-DE-CRIEULON
1	SAINT-JEAN-DU-GARD
1	SAINT-JEAN-DU-PIN
1	SAINT-JULIEN-DE-CASSAGNAS
2	SAINT-JULIEN-DE-PEYROLAS
1	SAINT-JUST-ET-VACQUIERES
2	SAINT-LAURENT-D'AIGOUZE
2	SAINT-LAURENT-DE-CARNOLS

2	SAINT-LAURENT-DES-ARBRES
2	SAINT-LAURENT-LA-VERNEDE
2	SAINT-MAMERT-DU-GARD
2	SAINT-MARCEL-DE-CAREIRET
1	SAINT-MARTIN-DE-VALGALGUES
2	SAINT-MAXIMIN
2	SAINT-MICHEL-DEUZET
3	SAINT-NAZAIRE-DES-OARDIES
2	SAINT-PAULET-DE-CAISSON
2	SAINT-PAUL-LES-FONTS
2	SAINT-QUENTIN-LA-POTERIE
3	SAINT-THEODORIT
2	SAINT-VICTOR-DES-OULES
2	SAINT-VICTOR-LA-COSTE
1	SAINT-VICTOR-DE-MALCAP
2	SALAZAC
2	SALINELLES
3	SARDAN
3	SAUMANE
3	SAUVE
2	SAUVETERRE
3	SAVIGNARGUES
2	SAZE
1	SENECHAS
1	SERVAS
2	SOUVIGNARGUES
1	THARAUX
2	THEZIERS
3	THOIRAS
1	TORNAC
2	TRESQUES
2	UCHAUD
2	UZES
3	VABRES
2	VALLABREGUES
2	VALLERARGUES
2	VAUVERT
2	VENEJAN
2	VERFEUIL
2	VERGEZE
1	LA VERNAREDE
2	VERS-PONT-DU-GARD
1	VEZENOBRES
3	VISSEC

Arr.

1	SIVOM Cèze Auzonnet
1	SIVOM de la Chartes Vallées orientales du Mont Lozère
1	SIVOM de la Région de Bessèges
1	SI AEP Brignon-Cruviers
1	SI AEP de Barjac
1	SLAEP de Tomac-Massillargues
1	SI AEP Les Mages St Jean de V
1	SLAEP de L'Avène
1	SI AEP de la Mayre
1	SI AEP Domessargues St Théo
1	SI AEP de Lucot
1	SI AEP Courry gagnières
1	SI distribution des eaux de La Grand'Combe
1	SIVU Massif de Chamborigaud
1	SIVU du Mont Bouquet
1	SIVU des Basses Vallées Cévenoles
1	SIVU des Hautes Cévennes
1	SIVU Pôle Santé Bien Etre
1	SIVU des Ruisseaux Couverts
1	SI constat-ralais-TV d'Anduze
1	SM aménagement et gestion du Gardon d'Alès (SMAGOA)
1	SI aménagement de l'Orme
1	SI Sauvegarde et Exploitation du Canal de Boucoiran (SISEC)
1	SI aménagement du Gardon d'Anduze (SIAGA)
1	SI aménagement du Bay
1	SM de la Droude
1	SIFOM de la Porte des Cévennes
1	SIFOM de la Région d'Alès
1	SMIRITOM
1	SIRS de Brignon
1	SIRP Allègre Navacelles
1	SRIP Cardet St Jean de Serres
1	SI école maternelle de Vézénobres
1	SIRP St Bénézet Aigremont

1	SIRP de Mialet-Générargues
1	SIRP de St Just-Soyaux-Buzet
1	SIRS de Domessargues
1	SIRS de Martignargues
1	SI groupe scolaire de la Gardonnenque
1	SIRS de Chamborigaud
1	SIRS de Laval-Portes
1	SIVU gestion et entretien du Château de Tomac
1	SM des transports publics du bassin d'Alès
2	SIVU AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE BOURNIQUES
2	SIVU CURAGE DU BRIANCON
2	SIVU DU CES DE REMOULINS
2	SIVU DU COLLEGE D'ARAGON
2	SIVOM BAGNOLS/PONS-ST-ESPRIT (TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES)
2	SIVOM DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES SECONDAIRES DE BAGNOLS
2	SIVU ASSAINISSEMENT DE BAGNOLS ET SA REGION SABLE
2	SIVU D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
2	SIVU DU BAGNOLAIS
2	SIVU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE LE PIN, SAINT PONS LA CALM
2	SIÉ du Rhône au mont Bouquet
2	SM DU SCOT DU GARD RHODANEN
2	SIVU Maison de l'Eau
2	SIVU ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU PONT DU GARD
2	SIVU DE L'YEUSERAIE
2	SIVU DES EAUX DE REMOULINS E ST BONNET DU GARD
2	SIVU POUR L'EMPLOI ET LA RE INSERTION POINT INFO SERVICE
2	SIVU PROTECTION DES RIVES DU BAS GARDON
2	SIVU RECALIBRAGE DES RUISSEUX DE LA VALLIGUIERES ET DU JONQUIER
2	SIRP POUZILHAC, VALLIGUIERES
2	SM INTERCOMMUNAL DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION D'UZES
2	SIVOM DU MOYEN RHONY
2	SIVU DES TERRES DU BASSIN MOYEN DU VISTRE
2	SM ORDURES MENAGERES SPAC
2	SIVOM DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA VALLEE DE LA CEZE
2	SIVU ALIMENTAIRE EN EAU POTABLE DE LA REGION DE ST ALEXANDRE
2	SIVU ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE VENEJAN ST NAZAIRE
2	SIVU DE GESTION DE L'ASSAINISSEMENT COLL
2	SIVU AMENAGEMENT VALLEE DE LA CEZE ET AFFLUENTS-MONTCLUS
2	SIVU AMENAGEMENT DE L'ARNAVE
2	SM DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES VERS UNE DECHARGE AGRÉE
2	SIVU ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU VIDOURLE
2	SIVU ASSAINISSEMENT DE LA PLAINE DE LA VAUNAGE
2	SIVU RAMASSAGE SCOLAIRE COLLORQUES/GARRIGUES STE EULALIE
2	
2	

Arr.

EDCI

2	SIVU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE D'ISSIRAC, LE GARN, LAVAL ST ROMAN
2	SIVU A VOCATION SCOLAIRE DE PONT ST ESPRIT
2	SIVU SIGALA
2	SIE DE LA REGION DE PONT ST ESPRIT
2	SIVOM « AUBAIS VILLE TELLE »
2	SIVU DES EAUX DE LA VAUNAÛGE
2	SIVU ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE VILLEVIEILLE
2	SIVU ASSAINISSEMENT VIDOURLE ET BENOVOIE
2	SIVU TRANSPORT SCOLAIRES DU COLLEGE DE SOMMIERES ET CALVISSON
2	SIVU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE DE BOISSIERES ET ST-DIONISY
2	Synd Mixte Défense de la forêt du Sommiérois
2	SM DES NAPPES COSTIERES ET VISTRENQUE
2	SM DU PAYS VIDOURLE CAMARQUE
2	SIVU ASSAINISSEMENT DE LA BASSE VALLEE DU VISTRE
2	SIVU PROTECTION DES SITES ET COUTUMES CAMARGUAISES
2	SIE DE LA REGION DU VISTRE
2	SM D'AMENEE D'EAU DU PLATEAU DE SIGNARGUES
2	SIVU ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE PUJAUT-SAUVETERRE
2	SIVU DES MASSIFS DE VILLENEUVE LEZ AVIGNON
2	SIVU POUR L'AMENAGEMENT DU SITE DU LYCEE DE VILLENEUVE LES AVIGNON
2	SIVU RESTAURATION SCOLAIRE DE LA REGION DE VILLENEUVE LES AVIGNON
2	SIVU ASSAINISSEMENT DES TERRES DU BASSIN DE JONQUIERES
2	SM DU BASSIN VERSANT DU VISTRE - EPTB VISTRE
2	SM INTRCOMMUNAL D'ORDURES MENAGERES GARRIGUES-VIS-TRENQUE
2	SIVU ASSAINISSEMENT DE LA PLAINE DU VISTRE
2	SIVU ASSAINISSEMENT DES HAUTES TERRES DU VISTRE
2	SIVU VISTRE BUFFALON
2	SIVU DU CES DE MARGUERITTES
2	SIVU DU MOULIN A VENT
2	SM DU PAYS GARRIGUES ET COSTIERES DE NIMES
2	SM DU SCOT DU SUD DU GARD
2	SM A CADRE DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DU GARD
2	SM DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES REGION SUD GARD
2	SM PROTECTION DE LA CAMARQUE GARDOISE
2	SM DES GORGES DU GARDON
2	SIVU DES GARRIGUES DE LA REGION DE NIMES
2	Synd Mixte AB Cèze
2	SI GENDARMERIE MARGUERITTES
2	SM intercommunal d'Ordures Ménagères de l'Aspre du canton de ROQUEMAURE
2	SIVU Alimentation en eau potable et assainissement Lirac
2	SIVU Maison de l'Eau
2	SIVU du CES de Roquemaure
2	SIVU du Vauquières
2	SI Maison de l'Eau
2	SM DE DEFENSE DE LA FORET DU SOMMIEROIS
2	SM D'AMENEE D'EAU POTABLE DES GARRIGUES
2	SM A VOCATION UNIQUE DE LENS

2	SIVU MATERNELLE FONTS, GAJAN, PARIGNARGUES, ST BAUZELY, ST MAMERT
2	SIVU REGROUPEMENT SCOLAIRE AUBUSSARGUES/BOURDIC
2	SIVU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE DE FONTS, ST BAUZELY, GAJAN
2	SIVU REGROUPEMENT SCOLAIRE LA ROUVIERE, MONTIGNARQUES
2	SIVU DE CHOUDEYRAGUES
2	SI LEINS - GARDONNENQUE
2	SIVU DE LA VOIRIE
2	SICTOM Uzès
2	SM DU SCOT UZEOE-PONT DU GARD
2	SM DFCI DE L'UZEGE
2	SIVOM DE LA REGION DE COLLORGUES
2	SIVU AEP ET EPURATION D'EAUX USEES DE LA REGION DE LUSSAN
2	SIVU ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE MONTAIGU
2	SIVU AEP ET ASSAINISSEMENT DE ST LAURENT LA VERNEDE
2	SIVU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE LA CAPELLE MASMOLENE FLAUX ST VICTOR DES OULES
2	SIVU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE D'AIGALIERES, BARON, FOISSAC
2	SIVU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE LUSSAN, FONTS SUR LUSSAN, VALLERARGUES
2	SIVU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE DE LA VALLEE DE LA TAVE
2	SIVU SCOLAIRE DE L'UZEGE
3	SIVOM D'ALZON ET CAMPESTRE ET LUC
3	CARRIERE PIED BOUQUET
3	SAEP L'ESTRECHURE SAUMANE
3	SI DE DEFENSE CONTRE INCENDIE FORETS DU SALAVES
3	SI DES EAUX DE LA VALLEE DE LA GLEPE
3	SI DU DEVELOPPEMENT DE L'ECOLE EN MILIEU RURAL
3	SI PRODUCTION EAU POTABLE DE LACAN
3	SI RECALIBRAGE DU QUIQUILHAN
3	SI REEMETTEUR DE TELEVISION DU CANTON DE VALLERAUGUE
3	SIA DE L'ESPEROU
3	SIA DU VIDOURLE ET DE SES AFFLUENTS
3	SIAEP DE LA REGION DES GARDIES
3	SIAEP DE LASALLE
3	SIAEP DU CAUSSE DE BLANDAS
3	SIAEP DU CAUSSE NOIR
3	SIE DE LA REGION DE ST THEODORIT
3	SIRP BROUZET CARNAS CORCONNE
3	SIRP DU COUTACH
3	SIRP DURFORT FRESSAC
3	SIRP L'ESTRECHURE LES PLANTIERS SAUMANE
3	SIAP de la Vallée Bagnère
3	SIVOM DE LA HAUTE VALLEE DE L'ARRE
3	SIVOM DE LA REGION SUMENOLE
3	SIVU AEP CORCONNE LIOUC BROUZET
3	SIVU DES PIGNEDES
3	SM D'EAU POTABLE DU FRIGOULOUS
3	SM GRAND SITE DE NAVACELLES
3	SM PAYS AIGOUAL CEVENNES VIDOURLE
3	SYNDICAT DES EAUX DE GAILHAN

Fiche n° 1

Les conditions d'éligibilité des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie

La loi de finances pour 2016, dans ses articles 34 et 35, a élargi le bénéfice du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie payées à compter du 1er janvier 2016.

Le 1er alinéa de l'article L.1615-1 du CGCT est ainsi rédigé : *« Les ressources du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des collectivités territoriales comprennent les dotations ouvertes chaque année par la loi et destinées à permettre progressivement le remboursement intégral de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée par les collectivités territoriales et leurs groupements sur leurs dépenses réelles d'investissement ainsi que sur leurs dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie payées à compter du 1er janvier 2016 ».*

Par conséquent, le dispositif du FCTVA permet, à compter du 1er janvier 2016, de compenser la TVA acquittée sur certaines dépenses de fonctionnement sous réserve des conditions d'éligibilité posées par le CGCT.

- Les dépenses d'entretien ne peuvent concerner que certains éléments constitutifs du patrimoine des bénéficiaires du fonds : les bâtiments publics et la voirie.

Constituent des dépenses d'entretien les dépenses ayant pour objet de conserver le patrimoine des bénéficiaires du fonds dans de bonnes conditions d'utilisation.

Définition des bâtiments publics :

Peuvent être qualifiés de « bâtiments publics » les bâtiments relevant du domaine public de la collectivité et affectés à un service public administratif (sont exclus les biens du domaine privé et les biens du domaine public productifs de revenus, immeubles de rapport par exemple), ou affectés à un service public à caractère industriel ou commercial.

Il convient donc de distinguer les bâtiments publics (hôtels de ville, établissements scolaires, bibliothèques, musées, maisons de retraite, office de tourisme, églises ...) des infrastructures publiques qui peuvent se définir comme l'ensemble des installations publiques réalisées au sol ou en souterrain permettant l'exercice des activités humaines à travers l'espace. Elles comportent notamment les infrastructures de transport (voirie et stationnement, chemins de fer et métros, ports...), les aménagements hydrauliques (barrages, digues, ponts...), les réseaux divers (eau, assainissement, électricité, gaz, téléphone, internet), les espaces collectifs aménagés (parcs, jardins, cimetières, terrains de sport). Les infrastructures telles qu'ainsi énumérées n'ouvrent pas droit au FCTVA.

Définition de la voirie :

La voirie est constituée de l'ensemble des voies du domaine public et du domaine privé des bénéficiaires du fonds :

- voies communales et départementales
- dépendances du domaine public routier
- chemins ruraux
- voies privées appartenant aux bénéficiaires du fonds

- Les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie doivent respecter les conditions applicables aux dépenses d'investissement.

Les dépenses d'entretien doivent avoir été réalisées par un bénéficiaire du fonds visé à l'article L.1615-2 du CGCT sur un équipement relevant de son patrimoine ou mis à disposition dans le cadre de transferts de compétence.

L'alinéa 2 de l'article L. 1615-2 du CGCT permet aux établissements publics de coopération intercommunale et aux syndicats mixtes exclusivement composés de membres éligibles de bénéficier des attributions du FCTVA au titre des dépenses d'entretien visées au L.1615-1 qu'ils réalisent dans le cadre de leurs compétences sur des biens mis à leur disposition par leurs membres propriétaires.

L'alinéa 3 du même article permet aux services départementaux d'incendie et de secours de bénéficier en lieu et place des communes, des établissements publics intercommunaux ou des départements propriétaires, des attributions du FCTVA au titre des dépenses d'entretien réalisées dans l'exercice de leurs compétences sur les biens visés à l'article L. 1424-17 mis à leur disposition.

Les dépenses afférentes à des équipements cédés ou confiés à des tiers non bénéficiaires du FCTVA ne sont pas éligibles.

- En revanche, les dispositifs dérogatoires actuels permettant à certaines dépenses d'investissement d'ouvrir droit au FCTVA n'ont pas été étendus aux dépenses d'entretien.

L'article L.1615-2 prévoit un certain nombre de dispositifs dérogatoires permettant aux collectivités de bénéficier du FCTVA lorsqu'elles interviennent sur la propriété d'autrui (réalisation de travaux de voirie sur le domaine public routier d'une autre collectivité ou de l'Etat, réalisation de travaux sur la propriété d'autrui pour lutter contre les risques naturels, réalisation de travaux sur les immeubles du Conservatoire du littoral, réalisation de travaux sur le domaine public fluvial de l'Etat dans le cadre d'une expérimentation). L'article L. 1615-7 prévoit des dérogations permettant aux collectivités de bénéficier du FCTVA lorsqu'elles confient leurs équipements à l'Etat ou à d'autres tiers non éligibles dans le cadre d'une délégation de service public ou d'une mission d'intérêt général, lorsqu'elles réalisent des travaux sur des biens d'alpage ou des monuments historiques ou encore des travaux de lutte contre les risques en zone montagne. De même, l'article L.1611-8 permet l'attribution du FCTVA pour les investissements immobiliers mis à disposition de professionnels de santé dans les zones en déficit d'offre de soins.

L'ensemble de ces dispositifs dérogatoires ne s'appliquent pas aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie.

- Les dépenses d'entretien éligibles sont celles payées à compter du 1^{er} janvier 2016,

Les régimes de versement des attributions du FCTVA prévus aux II et III de l'article L.1615-6 du CGCT s'appliquent à l'ensemble des dépenses éligibles, que les dépenses déclarées constituent des charges de fonctionnement ou des dépenses d'investissement.

L'élargissement de l'assiette du FCTVA ne concerne donc en 2016 que les seules collectivités qui bénéficient des attributions de FCTVA l'année même de la réalisation de la dépense : il s'agit des communautés de communes, des communautés d'agglomération, des établissements publics territoriaux, des communes nouvelles, des métropoles et communautés urbaines se substituant à des communautés d'agglomération, des collectivités bénéficiant du versement du FCTVA l'année même

de la dépense en application du dispositif dérogatoire prévu par l'article L. 1615-6 du CGCT relatif aux intempéries exceptionnelles.

Attention : Les dépenses du dernier trimestre 2015 des bénéficiaires du FCTVA en année N, qui feront l'objet d'une attribution du FCTVA au cours du 1^{er} trimestre 2016, ne sont pas concernées par la mesure puisqu'elles se rattachent à l'exercice 2015.

Fiche n° 2

La procédure de déclaration et de contrôle des dépenses d'entretien

Les modalités de liquidation et de comptabilisation du FCTVA

> La création de comptes spécifiques dédiés aux dépenses éligibles

Afin de faciliter d'une part le contrôle de l'éligibilité des dépenses et d'autre part le suivi de l'évolution du montant de ces nouvelles dépenses éligibles, des comptes dédiés ont été créés dans l'ensemble des nomenclatures comptables applicables aux bénéficiaires du fonds.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2016, les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie appartenant aux bénéficiaires du fonds seront comptabilisées en section de fonctionnement aux comptes suivants :

- 615221 « Bâtiments publics » (61521 pour les budgets appliquant la M4, la M831 et la M832)
- 615231 « Voiries ».

> Des états déclaratifs actualisés

La procédure et le calendrier de déclaration des dépenses n'ont pas été modifiés. Seuls les états déclaratifs ont été ajustés afin de prendre en compte l'élargissement du FCTVA aux dépenses d'entretien.

Les collectivités bénéficiant du FCTVA l'année de réalisation de la dépense et qui sont les seules concernées par la nouvelle mesure en 2016 devront déclarer trimestriellement sur le même document que les dépenses d'investissement, les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie payées en 2016. La fiche 9 présente un modèle actualisé d'états déclaratifs.

Les collectivités relevant du régime anticipé de versement du FCTVA (N-1) et du régime de droit commun (N-2) bénéficieront du FCTVA en 2016 sur la base des seules dépenses d'investissement déclarées sur les anciens modèles d'états déclaratifs.

> La modification des modalités de liquidation et de comptabilisation du FCTVA

L'article 35 de la loi de finances pour 2016 modifie l'article L 1615-5 du CGCT afin de comptabiliser les attributions du FCTVA en fonction de la nature des dépenses au titre desquelles elles sont versées.

Les attributions du FCTVA versées au titre des dépenses réelles d'investissement sont comptabilisées à la section d'investissement du budget des bénéficiaires du fonds.

Les attributions du FCTVA versées au titre des dépenses de fonctionnement que constituent les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie sont comptabilisées à la section de fonctionnement des bénéficiaires du fonds.

a) La liquidation du FCTVA :

Il est demandé de calculer de manière séparée le montant du FCTVA correspondant aux dépenses d'investissement ainsi que le montant du FCTVA correspondant aux dépenses de fonctionnement. Le taux de compensation est donc appliqué d'une part à la somme des dépenses réelles d'investissement retenues et d'autre part à la somme des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie retenues.

Par conséquent, les arrêtés d'attribution devront préciser le montant du FCTVA attribué au titre des dépenses de fonctionnement et celui attribué au titre des dépenses d'investissement.

Exemple :

« Pour l'année 2016, la communauté d'agglomération de ... bénéficie au titre de ses dépenses éligibles 2016 d'une attribution du fonds de compensation pour la TVA de X euros dont Y euros au titre des dépenses de fonctionnement et Z euros au titre des dépenses d'investissement. »

b) L'imputation comptable du FCTVA

Pour les collectivités bénéficiant du FCTVA l'année de réalisation de la dépense, les attributions du FCTVA versées au titre des dépenses réelles d'investissement et des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie effectuées en 2016, sont imputées en section d'investissement au compte 10 222 « FCTVA ».

La quote-part correspondant aux attributions versées au titre des dépenses de fonctionnement devra être transférée en section de fonctionnement par opération d'ordre budgétaire : débit du compte 10 229 « Reprise sur FCTVA » (chapitre 040) et le crédit du compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat » (chapitre 042).

Pour les autres collectivités, les recettes de FCTVA perçues en 2016 seront imputées au compte 10 222 « FCTVA ».

A compter de 2017, un compte spécifique sera créé en section de fonctionnement.

Fiche n° 3

Modification jurisprudentielle concernant les conditions d'éligibilité des équipements affectés à une activité assujettie à la TVA et mis à disposition de tiers chargés d'une mission d'intérêt général (hors délégations de service public)

Deux décisions de Cour administrative d'appel confirmées par le Conseil d'Etat¹ sont venues préciser la portée de l'article L.1615-7 du CGCT sur les conditions d'éligibilité des équipements mis à disposition de tiers non bénéficiaires et affectés à une activité commerciale mais relevant d'une mission d'intérêt général.

Lorsque la collectivité exerce une activité assujettie à la TVA et exploite elle-même les équipements, ou lorsqu'elle met à disposition d'un tiers ces équipements contre une redevance assujettie à la TVA, elle peut récupérer la TVA par la voie fiscale. Les dépenses afférentes à ces équipements sont donc exclues par principe du FCTVA.

En revanche, lorsqu'une collectivité met à disposition à titre gratuit ou contre une redevance non assujettie à la TVA un équipement à un tiers chargé de l'exploiter, hors le cas spécifique de la délégation de service public (cf fiche n°4 sur le mécanisme du transfert des droits à déduction), il n'existe pas de dispositif fiscal permettant la récupération de la TVA. Or, en application du principe de non éligibilité des activités assujetties à la TVA, un tel équipement était exclu du FCTVA en raison de la nature commerciale de l'activité. Par conséquent, la collectivité ne pouvait récupérer la TVA par aucun moyen.

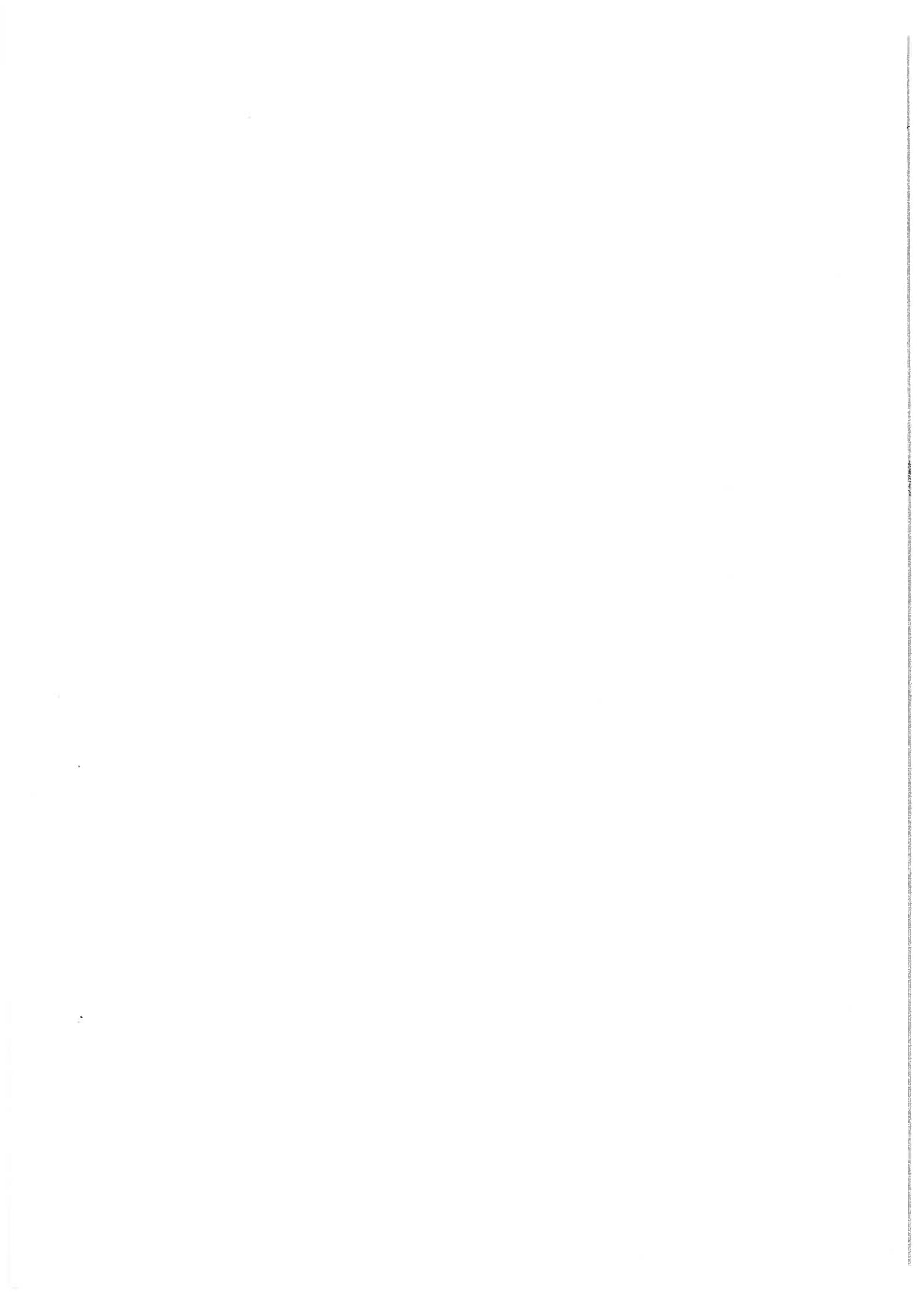
Les jurisprudences précitées considèrent que l'activité commerciale exercée par le tiers ne constitue pas un obstacle au bénéfice du FCTVA pourvu que la collectivité ait confié une mission d'intérêt général aux tiers, condition posée par l'article L.1615-7 du CGCT :

« Les immobilisations confiées dès leur réalisation ou leur acquisition à un tiers ne figurant pas au nombre des collectivités ou établissements bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et exerçant une activité ne lui ouvrant pas droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé le bien donnent lieu à attribution du fonds pour les dépenses réelles d'investissement réalisées à compter du 1er janvier 2006 si :

- a) Le bien est confié à un tiers qui est chargé soit de gérer un service public que la collectivité territoriale ou l'établissement lui a délégué, soit de fournir à cette collectivité ou cet établissement une prestation de services ;*
- b) Le bien est confié à un tiers en vue de l'exercice, par ce dernier, d'une mission d'intérêt général.*
- c) Le bien est confié à titre gratuit à l'Etat. »*

Ainsi, lorsque le tiers à qui a été confié un équipement exerce une activité assujettie à la TVA mais relevant d'une mission d'intérêt général, la collectivité pourra prétendre au FCTVA dans la mesure où elle n'a pas la possibilité de récupérer la TVA par la voie fiscale.

¹ Arrêt de la cour administrative d'appel de Nantes du 19/10/2012 Ministère de l'Intérieur c/Commune de Saint-Malo validé par le Conseil d'Etat le 28 juin 2013 ; arrêt de la cour administrative d'appel de Douai du 31/05/2012 Ministère de l'Intérieur c/Syndicat intercommunal des Dunes de Flandres validé par le Conseil d'Etat le 5 juillet 2013.



Fiche n° 4

Conséquences de la suppression du mécanisme de transfert du droit à déduction applicable aux délégations de service public à compter de 2016

En présence d'une délégation de service public, le mécanisme fiscal de transfert des droits à déduction prévu à l'article 210 de l'annexe II du code général des impôts permet aux entreprises ou associations assujetties à la TVA chargées de la gestion d'un service public de déduire la TVA afférente aux investissements réalisés par les collectivités territoriales et qui leur sont confiés. En contrepartie, elles versent aux collectivités un montant correspondant à la TVA qu'elles ont pu déduire, ce qui permet à ces dernières d'être remboursées de la TVA acquittée lors de la réalisation des équipements.

Le décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015 relatif au transfert du droit à déduction en matière de taxe sur la valeur ajoutée supprime ce mécanisme de transfert du droit à déduction. Cette suppression ne s'applique qu'aux délégations de service public conclues à compter du 1^{er} janvier 2016 ou aux avenants entraînant un bouleversement de l'économie ou une modification substantielle du contrat, tels que les définit la jurisprudence administrative.

Une collectivité qui décide de confier un bien à un tiers dans le cadre d'une délégation de service public peut bénéficier du FCTVA conformément à l'article L 1615-7 a) du CGCT. Le bénéfice du fonds suppose que la TVA ne puisse être récupérée par la voie fiscale :

« Les immobilisations confiées dès leur réalisation ou leur acquisition à un tiers ne figurant pas au nombre des collectivités ou établissements bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et exerçant une activité ne lui ouvrant pas droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé le bien donnent lieu à attribution du fonds pour les dépenses réelles d'investissement réalisées à compter du 1er janvier 2006 si :

- a) *Le bien est confié à un tiers qui est chargé soit de gérer un service public que la collectivité territoriale ou l'établissement lui a délégué, soit de fournir à cette collectivité ou cet établissement une prestation de services ;*
- b) *Le bien est confié à un tiers en vue de l'exercice, par ce dernier, d'une mission d'intérêt général;*
- c) *Le bien est confié à titre gratuit à l'Etat. »*

Deux situations doivent être distinguées :

1/ Les équipements nécessaires à l'exploitation de l'activité sont mis à disposition du délégataire à titre onéreux

Les collectivités sont assujetties à la TVA lorsque le montant de la redevance versée par le délégataire à la collectivité est suffisant pour que le caractère onéreux de la mise à disposition soit reconnu : la redevance perçue par la collectivité en contrepartie de la mise à disposition des équipements est soumise de plein droit à la TVA.

Il s'agit donc d'une activité assujettie à la TVA, exclue du bénéfice du FCTVA. Les collectivités pourront récupérer la TVA ayant grevé les investissements directement par la voie fiscale par l'exercice de leur droit à déduction.

2/ Les équipements nécessaires à l'exploitation sont mis à disposition du délégataire à titre gratuit ou contre une redevance symbolique :

Les collectivités n'ont pas la possibilité de récupérer la TVA directement par la voie fiscale du fait de la non-existence ou du non-assujettissement à la TVA de la redevance symbolique.

a) Dans l'hypothèse d'une délégation de service public en cours au 1^{er} janvier 2016 :

- Lorsque le délégataire est lui-même soumis à la TVA au titre de l'exploitation du service (ce qui est la grande majorité des situations) :

La procédure de transfert des droits à déduction est toujours ouverte aux collectivités locales. Elles peuvent ainsi récupérer la TVA indirectement par la voie fiscale et non par le biais du FCTVA. En effet, cette procédure autorise la collectivité à transférer au délégataire ses droits à déduction de la TVA ayant grevé les biens mis à disposition. Le délégataire déduit lui-même la TVA acquittée par la collectivité et rembourse à la collectivité une somme correspondante.

- Lorsque le délégataire n'est pas lui-même soumis à la TVA au titre de l'exploitation du service :

La procédure de transfert des droits à déduction ne peut être utilisée. Par conséquent, en application de l'article L.1615-7 du CGCT, la collectivité bénéficie du FCTVA.

b) Dans l'hypothèse d'une délégation de service public conclue à compter du 1^{er} janvier 2016 ou d'un avenant entraînant un bouleversement de l'économie ou une modification substantielle du contrat :

Le mécanisme du transfert des droits à déduction étant supprimé, la collectivité récupérera la TVA par le biais du FCTVA.

**Précisions sur la nature des dépenses d'entretien
des bâtiments publics et de la voirie**

La loi de finances pour 2016, dans ses articles 34 et 35, a élargi le bénéfice du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie payées à compter du 1er janvier 2016.

Les instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales et à leurs groupements précisent que les opérations sont enregistrées en comptabilité dans les comptes dont l'intitulé correspond à leur nature. Dès lors, l'imputation comptable d'une dépense doit être conforme à sa nature et non à sa destination. A cet égard, la circulaire interministérielle NOR INTB0200059C du 26 février 2002 établit les règles d'imputation du secteur public local.

Les dépenses d'entretien éligibles sont les dépenses imputées aux comptes 615221 « Entretien des bâtiments publics » (compte 61521 en M4, M831 et M832) et 615231 « Entretien de la voirie » de la section de fonctionnement des comptes administratifs des bénéficiaires du fonds, conformément à la note d'information interministérielle NOR INTB1601970N du 8 février 2016.

Les travaux réalisés en régie par les collectivités locales se définissent comme une production immobilisée. Il s'agit pour la collectivité de créer une immobilisation comptabilisée à son actif pour son coût de production. Par conséquent, seuls les travaux effectués par les propres moyens de la collectivité et pouvant être qualifiés d'immobilisation au sens de la circulaire du 26 février 2002, sont éligibles au FCTVA.

Les dépenses de fonctionnement tels que les achats de matériels ou de fournitures, les contrats de maintenance ou de nettoyage qui doivent être comptabilisés dans d'autres comptes dédiés en fonction de leur nature ne peuvent ouvrir droit au FCTVA.

Le tableau ci-dessous précise le caractère éligible ou non au FCTVA de certaines dépenses :

	Bâtiments publics	Voirie
Eligibles	Peintures intérieures, réaménagement intérieur (modification des cloisons, réfections des sols : carrelage, parquet, moquette..., réfection partielle de la toiture)	Dépenses d'entretien et de réparations de la chaussée : réparation, consolidation, renouvellement ou réfection des couches de base et surface, soufflage ou repiquage des pavés, réfection des joints.
	Dépenses d'entretien et de réparations des chaudières, de l'électricité, de la plomberie à l'exception des frais de chauffage, de l'achat de combustibles, du paiement de factures d'électricité ou d'eau ; Dépenses d'entretien et de réparations des ascenseurs.	Dépenses réalisées sur les accessoires de la chaussée : prestations de service d'égouttage, de fauchage, de débroussaillage, d'entretien de la végétation des talus et des accotements ; réfection et réparation des trottoirs, pistes cyclables, aires de stationnement ; réfection et entretien des ouvrages d'écoulement des eaux (caniveaux, fossés, puisards, aqueducs, ponceaux, drains), réparation et réfection localisée des ponts ; remise en état de la signalisation, travaux de peinture. <i>Cf circulaire du 26 février 2002</i>
Inéligibles	Achats de matériels ou de fournitures concourant à la réalisation de travaux d'entretien.	
	Frais relatifs à l'abonnement et à la consommation d'eau, d'électricité et de combustibles.	
	Entretien et réparations des biens meubles des bâtiments publics tels que les extincteurs	Entretien et réparations des biens meubles
	Dépenses réalisées sur les terrains entourant les bâtiments publics : prestations de tonte de pelouses ou de taille de haies ou d'arbres.	
	Contrats d'assurance dommage et de maintenance, contrôles obligatoires relatifs à la sécurité notamment les vérifications annuelles d'électricité, des extincteurs, des ascenseurs	
	Frais de nettoyage et de gardiennage	Frais de balayage et de déneigement

Fiche n° 10

Notice explicative des états déclaratifs actualisés

Les collectivités et établissements bénéficiaires du fonds doivent adresser aux services préfectoraux l'ensemble des états ci-joints ainsi que toutes pièces nécessaires au contrôle. Chacun des états produits par la collectivité doit être certifié conforme par l'ordonnateur.

I - Etat consolidé des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie et des dépenses réelles d'investissement ouvrant droit au FCTVA

La première partie de l'état consolidé concerne les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie:

La partie A reprend la totalité des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie inscrites :
- au compte 615221/61521 pour les dépenses d'entretien des bâtiments publics payées à compter du 1^{er} janvier 2016
- au compte 61523 pour les dépenses d'entretien de la voirie payées à compter du 1^{er} janvier 2016.

La partie B reprend les dépenses d'entretien à déduire du montant de ces dépenses potentiellement éligibles au FCTVA détaillées sur l'état n° 2-A.

Total A - B = montant des dépenses d'entretien éligibles au FCTVA

La deuxième partie de l'état consolidé concerne les dépenses réelles d'investissement :

La partie C reprend la totalité des dépenses réelles d'investissement inscrites :
- aux comptes 21 et 23 ;
- au compte 202 « frais d'études, d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme »
- au compte 205 pour les seules dépenses de logiciels
- au compte 204 : dans cette partie C de l'état consolidé, figurent les subventions d'investissement versées pour les monuments historiques, les subventions d'investissement versées à l'Etat ou à une autre collectivité territoriale ou à un autre EPCI pour des travaux de voirie, ainsi que les subventions d'investissement versées par le département ou la région aux EPLE. Afin d'éviter une double attribution du FCTVA pour la même opération, l'annexe 4 et l'état n°1-B devront être complétés par les collectivités concernées, en ce qui concerne les subventions d'investissement versées à l'Etat ou à une autre collectivité territoriale ou un EPCI pour l'exécution de travaux de voirie.

La partie D vise les dépenses réelles d'investissement éligibles au FCTVA de par leur nature, mais qui ne sont pas imputées sur des comptes éligibles.

Les dépenses visées en 8, 9, 10, de la partie D doivent être justifiées par des états complémentaires certifiés par l'ordonnateur, sur les annexes 2 à 5 à l'état n° 1-B.

Les dépenses visées en partie D-4 de l'état consolidé sont relatives aux travaux connexes au remembrement, pour lesquelles une déduction de la participation des tiers doit être faite. La circulaire du 23 septembre 1994 en précise les modalités.

Les dépenses visées en D-5 sont éligibles au FCTVA en application des dispositions de l'article L. 1615-2. Elles sont relatives à des travaux d'équipement réalisés sur le patrimoine de tiers pour des raisons d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre de la lutte contre les avalanches, les glissements de terrains, les inondations, les incendies, la défense contre la mer ainsi que la prévention contre les incendies de forêt. Lorsque l'Etat est propriétaire du bien, la demande doit être accompagnée de la convention signée avec l'Etat.

La partie D-6 vise les dépenses réalisées sur le patrimoine du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, qui est un tiers non bénéficiaire. A cet état déclaratif doit être joint la convention passée avec cet établissement public.

La partie D-7 est relative aux travaux réalisés sur le patrimoine des sections de communes, lorsqu'il s'agit d'opérations de réhabilitation du patrimoine.

La partie D-8 de l'état consolidé devra être complétée par le montant de l'indemnité comptabilisée au compte 678, dans le cadre d'une annulation de marché public par le juge administratif.

Les dépenses visées à la partie D-9 sont celles afférentes aux investissements réalisés sur le domaine public routier de l'Etat ou d'une autre collectivité territoriale en application de l'alinéa 7 de l'article L. 1615-2 et qui seront toutefois comptabilisées au compte 458.

Pour éviter tout risque de double récupération, ces dépenses devront figurer, d'une part, sur l'état consolidé partie D-9 et à l'annexe 3 de l'état n°1-B pour la collectivité qui réalise les dépenses d'investissement et, d'autre part, à l'état n°2-B pour la collectivité propriétaire du domaine public routier sur lequel les investissements ont été réalisés par une autre collectivité. Les états déclaratifs devront être accompagnés de la convention signée avec l'Etat ou avec une autre collectivité.

La partie D-10 vise les frais d'études réalisés par une collectivité autre que celle qui réalise les travaux (article L. 1615-7). Pour être éligibles, les travaux correspondants doivent avoir reçu un commencement d'exécution. Vous veillerez à ce que ces frais d'études ne fassent pas l'objet d'une double attribution du FCTVA au profit de la collectivité qui réalise ces études et à la collectivité qui réalise les travaux. A cet effet, l'annexe 5 devra être complétée.

La totalisation C + D donne le montant des dépenses d'investissement potentiellement éligibles au FCTVA.

La partie E reprend les dépenses d'investissement à déduire du montant de ces dépenses potentiellement éligibles au FCTVA détaillées sur les états n° 2-B et 3.

Total C + D - E = montant des dépenses d'investissement éligibles au FCTVA

II – Etats 1-A et 1-B : Détail des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie et des dépenses réelles d'investissement potentiellement éligibles au FCTVA

Etat 1-A Dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie potentiellement éligibles au FCTVA

Cette annexe récapitule l'ensemble des dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie payées à compter du 1^{er} janvier 2016 qui peuvent bénéficier du FCTVA. Il est donc indispensable, pour un meilleur contrôle de l'éligibilité des dépenses, qu'elle soit correctement remplie par les bénéficiaires.

- Cette annexe doit indiquer précisément les comptes et articles d'imputation de la dépense, le libellé précis des opérations, les modalités de gestion du service auquel est affecté l'équipement (délégation de service public, régie, marché de prestation,...)

- Elle doit également mentionner la destination du bien, c'est-à-dire l'activité pour laquelle il est utilisé ou le service auquel il est affecté.

- Enfin, le montant de la dépense au compte administratif doit également être indiqué. Pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération, le numéro du mandat doit être mentionné.

Sur cette annexe devront donc figurer les dépenses d'investissement réalisées pour la création d'infrastructures dans le cadre du très haut débit en application de l'article L. 1615-7.

La distinction du montant HT et du montant TTC est destinée à permettre l'exclusion des dépenses qui n'ont pas été grevées de TVA.

Etat 1-B Dépenses réelles d'investissement potentiellement éligibles au FCTVA

Cette annexe récapitule l'ensemble des dépenses réelles d'investissement qui peuvent bénéficier du FCTVA. Il est donc indispensable, pour un meilleur contrôle de l'éligibilité des dépenses, qu'elle soit correctement remplie par les bénéficiaires.

- Cette annexe doit indiquer précisément les comptes et articles d'imputation de la dépense, le libellé précis des opérations, les modalités de gestion du service auquel est affecté l'équipement (délégation de service public, régie, marché de prestation,...)

- Elle doit également mentionner la destination du bien, c'est-à-dire l'activité pour laquelle il est utilisé ou le service auquel il est affecté.

- Enfin, le montant de la dépense au compte administratif doit également être indiqué. Pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération, le numéro du mandat doit être mentionné.

Sur cette annexe devront donc figurer les dépenses d'investissement réalisées pour la création d'infrastructures dans le cadre du haut débit en application de l'article L. 1615-7.

La distinction du montant HT et du montant TTC est destinée à permettre l'exclusion des dépenses qui n'ont pas été grevées de TVA.

Annexe 1 à l'état n°1-B Certification des opérations sous mandat éligibles au FCTVA, ayant fait l'objet d'un transfert aux comptes 21 ou 23 (chez la collectivité mandante)

Les opérations sous mandat peuvent donner lieu à des opérations d'ordre dans les comptes de la collectivité mandante :

- les sommes versées par les collectivités locales aux mandataires sont inscrites aux comptes 237 ou 238 « Avances et acomptes ».

- le montant des dépenses exposées au cours d'un exercice par l'organisme mandataire est inscrit chaque année en fin d'exercice au compte 21 ou 23 du mandant, sans attendre la réception provisoire ou définitive des travaux ;

- en contrepartie de ces dépenses, il est constaté une recette d'ordre budgétaire au compte 237 ou 238 susvisé. Si l'avance versée est inférieure au montant des travaux intégrés, la différence est portée au compte 168 "Autres emprunts et dettes assimilées". Enfin, si aucune avance n'a été versée, la contrepartie des travaux intégrés est pour sa totalité portée au compte 168.

Ces tranches annuelles donnent lieu à un recensement par l'organisme qui les a réalisées. Elles font l'objet d'un état qui doit être produit avant le 31 janvier de chaque année. L'annexe 2 est donc un modèle de certification, qui récapitule les dépenses concernées.

Cette annexe doit être :

- visée par le représentant de l'organisme mandataire ;
- certifiée, soit par le comptable de cet organisme, soit par chacun des commissaires aux comptes qui attestent la réalité des paiements ;
- visée par le maire ou le président de l'organe délibérant de la collectivité mandante, certifiant que les dépenses concernées ont bien été effectuées pour le compte et à la demande de la collectivité, à titre onéreux, et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA.

Les attributions du FCTVA sont calculées sur la base des tranches annuelles des opérations imputées aux comptes 21 ou 23 de la collectivité mandante et non sur les sommes versées à l'organisme mandataire et inscrites aux comptes 168, 237 ou 238.

Annexe 2 à l'état n°1-B – Eligibilité au FCTVA en cas d'annulation de marché public.

Afin d'éviter une double récupération du FCTVA tout à la fois par le biais des comptes 21 ou 23 et du compte 678, les collectivités ou leurs groupement devront vous adresser le montant exact de l'indemnité en produisant la copie du jugement d'annulation du marché, le cas échéant copie du jugement fixant le montant de l'indemnité ou à défaut, la convention de transaction et compléter l'état figurant à l'annexe n°3 de l'état 1. Cette annexe est commentée dans la circulaire n°NOR/INT/B/02000146/C du 10 juin 2002.

Annexe 3 à l'état n°1-B – Opérations d'investissement réalisées sur le domaine public routier de l'Etat ou d'une autre collectivité territoriale.

Annexe à compléter par la collectivité qui réalise les travaux et à laquelle doit être jointe la convention signée avec l'Etat ou la collectivité propriétaire du domaine routier (alinéa 7 de l'article L. 1615-2).

Annexe 4 à l'état n°1-B – Subventions d'investissement versées pour des travaux de voirie

Il s'agit des subventions d'investissement versées à l'Etat ou à une autre collectivité territoriale ou un EPCI pour l'exécution de travaux de voirie (alinéas 5 et 6 de l'article L. 1615-2). Afin d'éviter une double attribution du FCTVA pour la même opération, l'annexe 5 et l'état n°2 devront être complétés par les collectivités concernées.

Annexe 5 à l'état n°1-B – Frais d'études

Cette annexe devra faire apparaître la date de mise en œuvre des travaux correspondants et devra être complétée également par la collectivité qui réalise les travaux et jointe dans ses états déclaratifs.

L'attention est appelée sur le risque de double récupération du FCTVA à la fois au profit de la collectivité qui réalise les études et au profit de la collectivité qui exécute les travaux.

Annexe 6 à l'état n°1-B – Opérations réalisées sur le domaine public fluvial dans le cadre de l'expérimentation prévue à l'article L. 3113-2 du code général de la propriété des personnes publiques

Annexe à compléter par la collectivité qui réalise des travaux d'investissement sur le domaine public fluvial de l'Etat et qui a passé une convention avec ce dernier dans le cadre de l'expérimentation prévue à l'article L. 3113-2 du CGPPP avant transfert de propriété.

III - Etats n° 2-A et 2-B : Dépenses à exclusion du FCTVA

L'état n° 2-A détaille les dépenses d'entretien à exclure :

- Les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie relatives à des biens cédés ou mis à disposition de tiers.
- les dépenses concernant les opérations assujetties à la TVA autres que les opérations concernant des budgets annexes assujettis à la TVA non compris dans l'état n° 1-A
- le montant des dépenses n'ayant pas donné lieu à paiement de TVA
- le montant des dépenses réalisées sur le patrimoine de tiers
- le montant des dépenses relatives à des biens concédés ou affermés dans les conditions prévues par l'article 210 de l'annexe II du code général des impôts (CGI).

L'état n° 2-B détaille les dépenses d'investissement à exclure :

- Les dépenses d'investissement relatives à des biens cédés ou mis à disposition de tiers non bénéficiaires dans les cas non prévus par l'article L. 1615-7.
- Les dépenses d'investissement de voirie réalisées par un groupement compétent pour agir en la matière, réintégrées au compte administratif de la collectivité, mais ayant d'ores et déjà ouvert droit au FCTVA au profit du groupement.
- Les investissements concernant la voirie de la collectivité propriétaire mais sur laquelle une autre collectivité a fait des travaux (alinéa 7 de l'article L. 1615-2).
- Les investissements concernant l'enseignement supérieur, réalisées en dehors de la dérogation prévue à l'article L. 211-7 du code de l'éducation.
- Les sommes versées au titre d'avances et acomptes sur commandes d'immobilisations et imputées aux comptes 237 et 238 jusqu'à l'exécution totale des travaux.
- Les subventions d'investissement reçues pour la réalisation de dépenses d'investissement sur le domaine public routier, hors ceux reçus des communes dans le cadre de conventions signées avant le 1^{er} janvier 2005 et afférentes à des opérations relevant d'un plan qualité route au sein des contrats de plan Etat-Régions.
- le montant des opérations concernant les opérations assujetties à la TVA autres que les opérations concernant des budgets annexes assujettis à la TVA non compris dans l'état n° 1-B
- le montant des dépenses n'ayant pas donné lieu à paiement de TVA tels que certains achats de terrains nus ou les frais de personnel inclus dans l'écriture de transfert des travaux en régie (recette au compte 782 et dépense de même montant au compte 21 ou 23) ;
- le montant des dépenses réalisées sur le patrimoine de tiers, en dehors des dérogations prévues à l'article L. 1615-2;
- le montant des dépenses relatives à des biens concédés ou affermés dans les conditions prévues par l'article 210 de l'annexe II du code général des impôts (CGI). Toutefois, pour les bénéficiaires utilisant la nomenclature M14, ces dépenses n'ont pas à être retirées de l'assiette du FCTVA, puisqu'elles doivent normalement être imputées, non pas au compte 21 ou 23, mais au compte 24 qui n'est pas inclus dans l'assiette du FCTVA.

IV - Autres états déclaratifs

L'état n° 3 relate l'origine et l'objet des subventions d'investissement d'Etat qui doivent être déduites des dépenses éligibles.

L'état n° 4 est destiné à déterminer le montant de FCTVA à reverser par la collectivité au titre des immobilisations cédées.

L'état n° 5 concerne les opérations nouvellement imposables à la TVA (article L. 1615-3). Il concerne les cas où l'activité, exonérée ou non assujettie, a fait l'objet d'une option pour l'assujettissement à la TVA. La collectivité doit établir un tableau sur le modèle figurant en exemple 1 et doit fournir une attestation des services fiscaux. L'exemple 2 montre que dans certains cas, le FCTVA peut être conservé (cf. II de la circulaire du 22 juin 2006).

L'état n° 6 permet à la collectivité territoriale de préciser le montant de TVA reversé aux services fiscaux dans la mesure où elle choisit de sortir du régime de TVA sur une de ses activités. Le montant du FCTVA à verser est égal au montant de TVA reversé aux services fiscaux (article L. 1615-4). La collectivité concernée doit établir un tableau sur le modèle de l'exemple figurant sur l'état n°6. Elle doit également produire une attestation des services fiscaux.

NB : pour les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les communes nouvelles, les établissements publics territoriaux et les communautés urbaines ou métropoles issues de la transformation de communautés d'agglomération, les états doivent faire apparaître, le cas échéant, les numéros de mandatement au lieu des pages du compte administratif